

Verbatim : seront-ils vraiment majoritaires?

Autor(en): **Nordmann, Roger / Fehr, Hans / Föhn, Peter**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1435

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026098>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Seront-ils vraiment majoritaires?

Le débat aux Chambres sur l'initiative «Oui à l'Europe» a déclenché les passions de la droite dure. Morceaux choisis à déguster sans accompagnement dans la perspective d'une future votation populaire (rn).

Hans Fehr, UDC, ZH, CN (secrétaire de l'ASIN)

«Oui à l'Europe» est de toute façon une dénomination trompeuse, parce que l'Europe n'a pas grand-chose à faire avec l'Union européenne. Avant tout, l'initiative est l'expression d'une pulsion quasiment pathologique qu'ont certains milieux et qui consiste à vouloir nous lier dans une Union européenne qui est totalement étrangère à notre essence même. Ceci bien qu'ils sachent tous que la Suisse n'a qu'à y perdre.

Peter Föhn, UDC, SZ, CN:

Regardez donc par-dessus la frontière. Ouvrez les livres d'histoire. La seule chose que nous devons faire, c'est – tout comme nos ancêtres – consacrer suffisamment d'attention à notre formation et à notre volonté au travail, laquelle est largement supérieure à la moyenne.

Christian Waber, parti évangélique BE, CN:

On a dit qu'il fallait être reconnaissant à l'Union du fait qu'il n'y a pas eu de guerre durant les cinquante dernières années en Europe. C'est faux. C'est le mérite d'Etats indépendants, c'étaient des Etats qui dialoguaient entre eux, signaient des accords, c'est-à-dire des Etats qui faisaient ce que la Suisse a toujours fait au milieu de l'Europe et du monde.

Au fond, qu'est-ce que l'Union européenne? A mon sens une énorme absurdité. Pourquoi? Il y a une concentration du pouvoir dans les mains de quelques Etats et de leurs politiciens. Les décisions sont anonymes. Personne ne connaît les gens qui sont aux leviers du pouvoir. On exclut les minorités et les traditions. On se remet à penser en termes de blocs et d'isolement face au monde, parce que l'Europe réussit très bien à se protéger contre d'autres blocs plus petits. Il y a un brassage unitaire au lieu d'individualités.

Quel est donc la voie de la Suisse? Elle consiste à conserver les institutions actuelles et les droits populaires.

A être un phare pour tous ceux qui ont un grand déficit démocratique. Il est intéressant de constater que les nations qui ont le plus grand déficit en la matière s'orientent de plus en plus sur les institutions de notre pays.

Christophe Blocher, UDC, ZH, CN: Il en va de l'indépendance de ce pays. Il est écrit dans la Constitution que: «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays» (Art. 2, al.1 Cst). C'est également un devoir pour vous! Vous l'avez promis par serment. J'ai l'impression d'avoir en face de moi une assemblée de parjures. Vous en avez encore fait un article du code pénal: «Celui qui aura commis un acte tendant à porter atteinte à l'indépendance de la Confédération ou à mettre en danger cette indépendance, ou à provoquer de la part d'une puissance étrangère, dans les affaires de la Confédération, une immixtion de nature à mettre en danger l'indépendance de la Confédération, sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement pour un à cinq ans» (Art. 266 al. 1 CP). Je vous invite donc à retourner à vos affaires en disant face à tout ceci: Non, nous restons indépendants et neutres, comme nous l'avons tous juré.

Bruno Frick, PDC, SZ, CE (rapporteur)

Si nous adoptons aujourd'hui de manière contraignante le but de l'adhésion, on exclut par principe d'autres options, également réalistes. Il pourrait s'agir d'un second paquet bilatéral dans plusieurs années, d'un EEE bis, ou d'une sorte de contrat d'association d'un nouveau genre; l'Union elle-même est en train de se transformer pour son élargissement à l'Est.

Maximilian Reinmann, UDC, AG, CE:

Que signifie «Oui à l'Europe»? Moi aussi, je dis oui à l'Europe! C'est notre continent, c'est également notre principal partenaire commercial, c'est nos voisins etc. Je dis oui aux accords bilatéraux, je dis oui à d'autres accords du même type s'ils sont dans notre intérêt. Mais je dis non à une adhésion de la Suisse à l'UE. L'UE ne peut pas prétendre à elle seule incarner l'Europe. Il y a également l'institution du Conseil de l'Europe; il est formé de plus de 40

membres. A cette Europe, je dis oui.

Thomas Pfisterer, Rad, AG, CE (ancien juge fédéral)

Si j'ai bien compris notre ordre juridique, nous ne connaissons pas l'institution de la décision de principe ou de but. ■

Akçasayar est suisse

AU DÉBUT DE l'année, la section socialiste de Bümpliz, à l'ouest de Berne, a nommé un jeune Turc comme président. Cela n'a pas été du goût d'un certain nombre de citoyens. Or, Timur Akçasayar, militant exemplaire, était candidat à la citoyenneté bernoise et donc suisse. Suivons le parcours public: le 7 mars 2000, le *Stadtanzeiger Bern*, quotidien officiel distribué à tous les ménages de la ville publiait, comme de coutume, une liste de vingt-cinq étrangers auxquels la Municipalité et la Commission des naturalisations proposaient de donner le droit de bourgeoisie. En tête Akçasayar Timur, né le 10 juillet 1979, originaire de Turquie, célibataire, dessinateur sur machines, domicilié...

Le quotidien *Der Bund* a annoncé le 7 avril que le Conseil de Ville accordait la bourgeoisie de la ville aux vingt-cinq candidats et que Timur Akçasayar, au scrutin secret, avait obtenu le plus de voix. La confirmation est arrivée le 13 avril dans toutes les boîtes aux lettres puisque le procès-verbal de la séance du Conseil de ville du 6 avril paraît dans le *Stadtanzeiger*. Toutes les indications sur les nouveaux citoyens sont répétées mais le nombre de voix n'est pas indiqué.

Sans être aussi détaillées qu'à Emmen, les indications personnelles permettent à chacun de connaître l'état civil d'un candidat ou d'une candidate, sa profession ou l'existence d'une rente de l'Assurance invalidité, la composition de la famille, et l'adresse exacte. Le tout est diffusé à quelques dizaines de milliers d'exemplaires. Quant à Timur Akçasayar, on peut prévoir sa prochaine candidature aux élections communales. cfp